

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3167

[C - 2009/29480]

30 AVRIL 2009. — Décret réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

- 1° Journaliste : toute personne physique qui, dans le cadre d'un travail indépendant ou salarié, contribue régulièrement et directement à la collecte, la rédaction, la production ou la diffusion d'informations, par le biais d'un média, au profit du public.
- 2° Média : personne physique ou morale dont l'activité est la production et/ou la diffusion de l'information journalistique, quel que soit le support utilisé.

§ 2. Le Gouvernement peut reconnaître la qualité d'Instance d'autorégulation de la déontologie journalistique en Communauté française, en abrégé « IADJ », compétente pour la déontologie journalistique en matière d'information, à l'association répondant aux conditions suivantes :

- 1° être constituée sous forme d'une association sans but lucratif;
- 2° avoir son siège social établi sur le territoire de la Région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° compter parmi ses membres des médias publics et privés et des fédérations de médias représentant des membres relevant de la Communauté française ou qui sont actifs dans le secteur de l'information et des médias en Communauté française ainsi qu'au moins une association professionnelle francophone représentative des journalistes;
- 4° respecter les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale;
- 5° avoir un conseil d'administration dont aucun administrateur n'est membre d'une organisation qui ne respecte pas les principes de la démocratie détaillés ci avant;
- 6° s'être fixé un but social en relation avec la déontologie journalistique.
- 7° exercer statutairement au moins les missions suivantes par le biais d'un organe spécialisé, ci-après dénommé le Conseil de déontologie journalistique, en abrégé « CDJ » :
 - a) codifier, affiner et compléter les règles déontologiques applicables au traitement de l'information dans les médias telles qu'elles existent à l'entrée en vigueur du présent décret, en tenant compte des spécificités propres aux différents types de médias;
 - b) informer le public et le secteur des médias en assurant la publicité de son existence, de son fonctionnement et de ses actions par la mise à disposition, à toute personne intéressée, de documents contenant ces renseignements et par le biais, entre autres, de son site Internet;
 - c) traiter les plaintes et intervenir en tant que médiateur entre les parties concernées par la plainte afin d'aboutir à une solution satisfaisante dans le respect des règles de responsabilité journalistique spécifiques à chaque type de médias;
 - d) donner des avis sur toute question relative à la déontologie journalistique;
 - e) transmettre au Gouvernement et au Parlement de la Communauté française et rendre accessible sur son site Internet un rapport annuel comportant notamment des informations sur la composition du Conseil, le nombre de plaintes reçues, le nombre de plaintes traitées, le délai moyen de traitement des plaintes et le contenu des avis rendus ou la raison du non traitement d'une plainte; le rapport reprendra également un relevé des thématiques traitées par le CDJ, que celles-ci résultent de demandes d'avis, de plaintes traitées ou d'une saisine d'office.
- 8° prévoir dans ses statuts que la qualité de membre du CDJ est incompatible avec :
 - a) un mandat électoral ou une candidature à un mandat électoral au sein d'un Conseil communal, d'un Conseil provincial, d'un Parlement régional ou communautaire, de la Chambre des représentants ou du Sénat, du Parlement européen;
 - b) une fonction dans l'un quelconque des exécutifs attachés à ces assemblées représentatives;
 - c) une fonction de bourgmestre ou d'échevin;
 - d) la fonction de Gouverneur de Province ou de l'Arrondissement de Bruxelles-Capitale;
 - e) toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, à son impartialité ou à la dignité de ses fonctions;
 - f) l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie, tels qu'énoncés, notamment, par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par la Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste durant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 3. Une seule association peut être reconnue en qualité d'IADJ. La reconnaissance vaut pour une durée déterminée de six ans, renouvelable. Elle peut être retirée par le Gouvernement si une ou plusieurs conditions fixées par le présent décret ne sont plus respectées. Le retrait ne peut intervenir qu'à l'échéance d'un délai de six mois à dater de la mise en demeure par laquelle le Gouvernement invite l'association reconnue à s'expliquer et à s'organiser pour répondre au défaut constaté.

§ 4. Pour être recevable, la demande de reconnaissance doit indiquer le numéro d'entreprise de l'association demanderesse et être accompagnée des documents suivants :

- 1° le projet d'activités prévues au cours de l'année qui suit l'introduction de la demande de reconnaissance;
- 2° les comptes de l'année précédant la demande, si l'association existe depuis plus d'un an;
- 3° le budget de l'année de la demande;
- 4° les statuts de l'association;
- 5° une déclaration sur l'honneur de ce qu'aucun des administrateurs n'est membre d'une organisation qui ne respecte pas les principes de la démocratie visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 4^o.

Le Gouvernement est chargé de l'exécution du présent paragraphe.

Art. 2. L'association reconnue en qualité d'IADJ informe le Gouvernement et le Parlement de la désignation des membres du CDJ dès qu'elle intervient.

Art. 3. Afin d'assurer le fonctionnement et le financement paritaire de l'IADJ et son indépendance, le Gouvernement attribue à l'association professionnelle de journalistes la plus représentative, dans la limite des crédits disponibles, une subvention annuelle de 80.000 €, destinée à assurer sa part de financement dans le fonctionnement de l'IADJ. Cette subvention est indexée tous les ans à dater de la promulgation du présent décret, sur la base de l'indice moyen des prix à la consommation, dans la limite des crédits disponibles et suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{subvention de départ} \times \text{nouvel indice}}{\text{indice de départ}}$$

La subvention de départ est celle dont le montant est initialement prévu à l'alinéa 1^{er}. L'indice de départ est celui du mois de la promulgation du présent décret. Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de la promulgation du présent décret.

La subvention est liquidée annuellement comme suit :

- 85 % du montant est versé dans le courant du premier trimestre de l'année civile;
- le solde, soit 15 %, est versé après réception des comptes et bilans de l'IADJ arrêtés au 30 juin de l'année en cours ou 31 décembre de l'année précédente selon que les comptes sont tenus à la saison ou à l'année civile.

Art. 4. § 1^{er}. Dans l'exercice de ses attributions décrétales visées dans le décret du 27 février 2003 sur les services de médias audiovisuels, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, ci-après en abrégé « CSA », a le pouvoir de saisir le CDJ.

§ 2. Le CSA renvoie au CDJ toutes les plaintes relatives à l'information qui sont sans rapport avec ses attributions décrétales.

Le CDJ renvoie au CSA les plaintes relatives à l'audiovisuel qui sont sans rapport avec ses propres attributions.

Dans le cas où une plainte déposée au CSA recouvre à la fois une disposition législative de la Communauté française en matière de radiodiffusion et une disposition déontologique en matière d'information notamment pour les questions relatives à l'objectivité, ou nécessite une interprétation d'une disposition figurant au Règlement d'ordre intérieur relatif à l'information pris par les éditeurs de services :

- le CSA sollicite immédiatement l'avis du CDJ qui l'examine selon la procédure prévue en son sein;
- le CDJ communique au CSA son avis, accompagné de ses éventuelles recommandations;
- le CSA communique au plaignant l'avis du CDJ;
- si le CDJ se déclare incompétent, il renvoie la plainte au CSA qui statue à son tour sur la recevabilité de la plainte;
- si le CDJ constate une ingérence de l'éditeur de service de média audiovisuel dans l'indépendance journalistique, le CSA, sur la base de ses missions décrétales et dans le respect de l'intérêt public, instruit la plainte en se fondant notamment sur l'avis remis par le CDJ.

Si le CSA entend ne pas se conformer à l'avis du CDJ, il se consulte préalablement avec lui dans le cadre d'une procédure d'audition, avant de prendre sa décision, et motive les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du CDJ.

§ 3. Par dérogation au § 2 et dans le cadre de ses compétences décrétales, le CSA peut traiter directement une plainte qui recouvre à la fois une disposition législative de la Communauté française en matière de radiodiffusion et une disposition déontologique en matière d'information lorsqu'elle porte sur la responsabilité de l'éditeur de service de média audiovisuel, soit :

- lorsque, à la suite d'un premier avis remis par le CDJ sur une plainte traitée selon la procédure décrite au § 2, le CSA reçoit, endéans les 12 mois, une nouvelle plainte similaire, considérée par le CDJ comme concernant le même éditeur et comportant les mêmes griefs;
- lorsqu'une plainte est adressée au CSA par trois chefs de groupes politiques démocratiques reconnus du Parlement de la Communauté française et qu'elle entre dans le champ de ses attributions décrétales.

Le CSA sollicite un avis du CDJ dans ces cas de figure.

Si le CSA entend ne pas se conformer à l'avis du CDJ, il se consulte préalablement avec lui dans le cadre d'une procédure d'audition, avant de prendre sa décision, et motive les raisons pour lesquelles il s'écarte de l'avis du CDJ.

§ 4. Lorsque le CDJ est saisi par le CSA, il en accuse réception. Il émet son avis dans les nonante jours de la réception de la demande qui lui est adressée. Ce délai peut être prorogé d'un nouveau délai de nonante jours.

§ 5. Le CSA peut initier et participer à des réflexions conjointes avec le CDJ sur des questions de société générales ayant trait à la déontologie liées, par exemple, à l'évolution des pratiques médiatiques.

§ 6. Le CDJ et le CSA publient un rapport annuel et commun sur les plaintes reçues lors de l'année écoulée.

§ 7. Le CDJ et le CSA se réunissent conjointement deux fois par an (au mois de juin et au mois de décembre) pour évaluer le bon fonctionnement des mécanismes mis en place.

Art. 5. A l'article 7 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, il est ajouté un § 8 nouveau rédigé comme suit : « § 8. L'entreprise doit être membre de l'Instance d'autorégulation de la déontologie journalistique, visée par l'article 1^{er} du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique ».

Art. 6. A l'article 1^{er} du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, il est inséré :

- a) un « 12^obis » ainsi rédigé : « 12^obis. CDJ : le Conseil de déontologie journalistique, créé au sein de l'IADJ; »;
- b) un « 22^obis » ainsi rédigé : « 22^obis. IADJ : l'Instance d'autorégulation de la déontologie journalistique en Communauté française; ».

Art. 7. A l'article 36, § 1^{er}, du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, il est ajouté un « 4^obis », ainsi rédigé : « 4^obis. s'il fait de l'information, être membre de l'IADJ; ».

Art. 8. A l'article 67, § 1^{er}, du décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, il est ajouté un « 9^obis » ainsi rédigé : « 9^obis. être membre de l'IADJ; ».

Art. 9. Il est ajouté dans le décret coordonné sur les services de médias audiovisuels, un article 136bis ainsi rédigé : « Art.136bis. Le Collège d'autorisation et de contrôle collabore avec l'IADJ dans le respect de l'article 4 du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique ».

Art. 10. A l'article 7, § 1^{er}, 1^o, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit : « L'entreprise de presse à travers sa fédération doit être membre de l'Instance d'autorégulation de la déontologie journalistique, visée par l'article 1^{er} du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente
et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiotvisuel
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) Session 2008-2009 :

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 707-1. — Amendements de commission, n° 707-2 - Rapport, n° 707-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3167

[C — 2009/29480]

30 APRIL 2009. — Decreet tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van een instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° Journalist : iedere natuurlijke persoon die, als zelfstandige of in een loontrekkend statuut, geregeld en rechte reeks bijdraagt tot het verzamelen, opstellen, produceren of doorgeven van informatie, via een medium, met het oog op publieke nieuwsvoorziening.
- 2° medium : natuurlijke persoon of rechtspersoon, waarvan de activiteit bestaat in het produceren en/of doorgeven van journalistieke informatie, ongeacht de gebruikte drager.

§ 2. De Regering kan de hoedanigheid van instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie in de Franse Gemeenschap, bevoegd voor de journalistieke deontologie inzake informatie, toekennen aan de vereniging die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° haar maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad hebben;
- 3° onder haar leden publieke en privé-media tellen en federaties van media die leden vertegenwoordigen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren of die werkzaam zijn op het gebied van informatie en media in de Franse Gemeenschap, alsook ten minste één Franstalige beroepsvereniging die de journalisten vertegenwoordigt;
- 4° de democratische beginselen naleven zoals die vermeld zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;
- 5° een raad van bestuur hebben waarvan geen bestuurder lid is van een organisatie die niet de democratische beginselen zoals hierboven vermeld naleeft;
- 6° zich een maatschappelijk doel in verband met journalistieke deontologie hebben gesteld;
- 7° statutair ten minste de volgende opdrachten hebben uitgeoefend door toedoen van een gespecialiseerd orgaan, hierna de « Raad voor journalistieke deontologie » genoemd :
 - a) de deontologische regels codificeren, verfijnen en aanvullen die toepasselijk zijn op de informatieverwerking in de media, zoals die bestaan bij de inwerkingtreding van dit decreet, rekening houdend met de kenmerken van de verschillende typen media;
 - b) het publiek en de mediasector informeren door haar bestaan, haar werking en haar acties bekend te maken door elke persoon die belangstelling daarvoor heeft documenten die deze inlichtingen bevatten ter beschikking te stellen, of via, onder meer, haar website;
 - c) de klachten behandelen en als bemiddelaar optreden tussen de betrokken partijen waarop de klachten betrekking hebben, om tot een bevredigende oplossing te komen met inachtneming van de regels inzake journalistieke verantwoordelijkheid die specifiek zijn voor elk type media;
 - d) adviezen verstrekken betreffende elk vraagstuk in verband met journalistieke deontologie;
 - e) de Regering en het Parlement van de Franse Gemeenschap een jaarverslag meedelen en op haar website toegankelijk maken dat inzonderheid informatie bevat over de samenstelling van de Raad, het aantal ontvangen klachten, het aantal behandelde klachten, de gemiddelde termijn voor de behandeling van de klachten en de inhoud van de uitgebrachte adviezen of de redenen waarom een klacht niet werd behandeld; het verslag vermeldt eveneens alle thema's die door de raad voor journalistieke deontologie werden behandeld, ongeacht of deze het gevolg zijn van aanvragen om advies, behandelde klachten of een voorleggen van ambtswege.
- 8° in haar statuten bepalen dat de hoedanigheid van lid van de raad voor journalistieke deontologie onverenigbaar is met :
 - a) een verkiezingsmandaat of een kandidaatstelling voor een verkiezingsmandaat binnen een gemeenteraad, een provincieraad, een gewest- of gemeenschapsparlement, de Kamer van Volksvertegenwoordigers of de Senaat, het Europees parlement;
 - b) een ambt in één van de executieven die verbonden zijn aan die vertegenwoordigende vergaderingen;
 - c) een ambt van burgemeester of schepen;
 - d) het ambt van Gouverneur van een Provincie of van het Arrondissement Brussel-Hoofdstad;
 - e) elk ambt dat de uitoefening van zijn opdracht in het gedrang kan brengen of zijn onafhankelijkheid, de onpartijdigheid of de waardigheid van zijn ambt kan aantasten;

- f) het feit van lid te zijn van een instelling die de democratische beginselen niet naleeft zoals die vermeld zijn in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 3. Slechts één vereniging kan erkend worden als instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie. De erkenning geldt voor een hernieuwbare periode van 6 jaar. Ze kan door de Regering worden ingetrokken indien één of meer bij dit decreet vastgestelde voorwaarden niet meer vervuld zijn. Ze kan door de Regering pas op het einde van een termijn van zes maanden worden ingetrokken, te rekenen vanaf de dag van de ingebrekestelling waarmee de Regering de erkende vereniging verzoekt om uitleg te geven en om het vastgestelde gebrek te verhelpen.

§ 4. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om erkenning het bedrijfsnummer van de aanvragende vereniging vermelden en samen worden ingediend met :

- 1° de lijst van de activiteiten die worden gepland gedurende het jaar volgend op de indiening van de aanvraag om erkenning;
- 2° de rekeningen van het jaar voorafgaande aan de aanvraag, indien de vereniging sedert meer dan één jaar bestaat;
- 3° de begroting van het jaar waarin de aanvraag wordt ingediend;
- 4° de statuten van de vereniging;
- 5° een verklaring op erewoord volgens welke geen van de bestuurder lid is van een organisatie die de democratische beginselen bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 4° niet naleeft.

De Regering wordt belast met de uitvoering van deze paragraaf.

Art. 2. De vereniging die als instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie erkend wordt, brengt de Regering en het Parlement op de hoogte van de aanstelling van de leden van de Raad voor journalistieke deontologie zodra die plaatsvindt.

Art. 3. Om te kunnen zorgen voor de werking en de paritaire financiering van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie en voor haar onafhankelijkheid, kent de Regering de representatiefste beroepsvereniging van beroepsjournalisten, binnen de perken van de beschikbare kredieten, een jaarlijkse subsidie van 80.000 € toe, bestemd om haar financieringsaandeel in de werking van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie te brengen. Die subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd vanaf de datum van afkondiging van dit decreet, op grond van de gemiddelde index van de consumptieprijzen, binnen de perken van de beschikbare kredieten en volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{aanvankelijke subsidie} \times \text{nieuwe index}}{\text{aanvankelijke index}}$$

De aanvankelijke subsidie is die waarvan het bedrag aanvankelijk bepaald is in het eerste lid. De aanvankelijke index is die van de maand waarin dit decreet wordt afgekondigd. De nieuwe index is die van de maand voorafgaand aan de verjaardag van de afkondiging van dit decreet.

De subsidie wordt jaarlijks uitbetaald als volgt :

- 85 % van het bedrag wordt uitbetaald in de loop van het eerste trimester van het burgerlijk jaar;
- het saldo, dit is 15 %, wordt uitbetaald na ontvangst van de rekeningen en balansen van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie die worden afgesloten op 30 juni van het lopende jaar of op 31 december van het voorafgaande jaar naargelang de rekeningen volgens het seizoen of volgens het burgerlijk jaar worden gehouden.

Art. 4. § 1. Bij de uitoefening van zijn bevoegdheden bepaald in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de audiovisuele mediadiensten, is de hoge raad voor de audiovisuele sector bevoegd om een zaak aan de raad voor journalistieke deontologie voor te leggen.

§ 2. De hoge raad voor de audiovisuele sector verwijst alle klachten betreffende de informatie die geen verband houden met zijn bij het decreet toegekende bevoegdheden naar de raad voor journalistieke deontologie.

De raad voor journalistieke deontologie verwijst de klachten betreffende de audiovisuele sector die geen verband houden met zijn eigen bevoegdheden naar de hoge raad voor de audiovisuele sector.

Indien een klacht die bij de hoge raad voor de audiovisuele sector wordt ingediend, tegelijk betrekking heeft op een decreetbepaling van de Franse Gemeenschap inzake radio-omroep en op een deontologische bepaling inzake informatie, inzonderheid voor de vraagstukken in verband met objectiviteit, of de interpretatie noodzakelijk maakt van een bepaling voorkomend in het huishoudelijk reglement betreffende de informatie dat door de dienstenuitgevers wordt vastgesteld :

- vraagt de hoge raad voor de audiovisuele sector onmiddellijk het advies van de raad voor deontologische journalistiek aan, die de zaak onderzoekt volgens de procedure die deze zelf heeft vastgesteld;

- deelt de raad voor journalistieke deontologie de hoge raad voor de audiovisuele sector zijn advies mee, samen met zijn eventuele aanbevelingen;
- deelt de hoge raad voor de audiovisuele sector de klager het advies van de raad voor journalistieke deontologie mee;
- als de raad voor journalistieke deontologie zich onbevoegd verklaart, verwijst hij de klacht naar de hoge raad voor de audiovisuele sector, die op zijn beurt beslist over de ontvankelijkheid van de klacht;
- als de raad voor journalistieke deontologie de inmenging van de uitgever van audiovisuele mediadiensten in de journalistieke onafhankelijkheid vaststelt, onderzoekt de hoge raad voor de audiovisuele sector de klacht, op grond van de hem bij decreet toegekende bevoegdheden en met behartiging van het publiek belang, inzonderheid op basis van het door de raad voor journalistieke deontologie uitgebrachte advies.

Indien de hoge raad voor de audiovisuele sector zich niet naar het advies van de raad voor journalistieke deontologie wil schikken, pleegt hij vooraf met deze overleg in het kader van een hoorzittingsprocedure, voordat hij zijn beslissing neemt, en geeft de redenen aan waarom hij van het advies van de raad voor journalistieke deontologie afwijkt.

§ 3. In afwijking van § 2 en in het kader van de hem bij decreet toegekende bevoegdheden, kan de hoge raad voor de audiovisuele sector rechtstreeks een klacht onderzoeken die tegelijk betrekking heeft op een bepaling van een decreet van de Franse Gemeenschap inzake radio-omroep en op een deontologische bepaling inzake informatie, wanneer ze slaat op de verantwoordelijkheid van de uitgever van een audiovisuele mediadienst, te weten :

- wanneer de hoge raad voor de audiovisuele sector, na een eerste advies dat door de raad voor journalistieke deontologie wordt uitgebracht over een klacht die wordt onderzocht volgens de procedure bepaald in § 2, een nieuwe gelijkaardige klacht ontvangt, die volgens de raad voor journalistieke deontologie dezelfde uitgever betreft en dezelfde grieven omvat;
- wanneer een klacht aan de hoge raad voor de audiovisuele sector wordt gericht door drie leiders van democratische politieke fracties erkend in het Parlement van de Franse Gemeenschap en wanneer die onder de hem bij decreet toegekende bevoegdheden valt.

De hoge raad voor de audiovisuele sector vraagt de raad voor journalistieke deontologie om advies in die gevallen.

Indien de hoge raad voor de audiovisuele sector zich niet naar het advies van de raad voor journalistieke deontologie wil schikken, pleegt hij vooraf met deze overleg in het kader van een hoorzittingsprocedure, voordat hij zijn beslissing neemt, en geeft de redenen aan waarom hij van het advies van de raad voor journalistieke deontologie afwijkt.

§ 4. Wanneer de hoge raad voor de audiovisuele sector een zaak aan de raad voor journalistieke deontologie voorlegt, meldt deze er ontvangst van. Hij brengt zijn advies uit binnen de negentig dagen na de ontvangst van de aanvraag die aan hem wordt gericht. Die termijn kan worden verlengd met een nieuwe termijn van negentig dagen.

§ 5. De hoge raad voor de audiovisuele sector kan het initiatief nemen voor en deelnemen aan gezamenlijke gedachtenwisselingen met de raad voor journalistieke deontologie over maatschappelijke vragen die betrekking hebben op deontologie, in verband met, bij voorbeeld, de evolutie van de mediapraktijken.

§ 6. De Raad voor journalistieke deontologie en de hoge raad voor de audiovisuele sector publiceren een gemeenschappelijk jaarverslag over de klachten die gedurende het afgelopen jaar werden ontvangen.

§ 7. De raad voor journalistieke deontologie en de hoge raad voor de audiovisuele sector vergaderen gezamenlijk twee keer per jaar (in de maand juni en in de maand december) om de goede werking van het stelsel te evalueren.

Art. 5. In artikel 7 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF) » wordt een nieuwe § 8 ingevoerd, luidend als volgt : « § 8. Het bedrijf moet lid zijn van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie, bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie ».

Art. 6. In artikel 1 van het gecoördineerde decreet over de audiovisuele mediadiensten, wordt :

- a) een « 12°bis » ingevoegd, luidend als volgt : « 12°bis. CDJ - RJD : de Raad voor journalistieke deontologie, opgericht binnen de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie; »;
- b) een « 22°bis » ingevoegd, luidend als volgt : « 22°bis. IADJ - IZJD : instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie; ».

Art. 7. In artikel 36, § 1, van het gecoördineerde decreet over de audiovisuele mediadiensten, wordt een « 4°bis » ingevoegd, luidend als volgt : « 4°bis. Als hij zich met informatie bezighoudt, lid van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie zijn; ».

Art. 8. In artikel 67, § 1, van het gecoördineerde decreet over de audiovisuele mediadiensten, wordt een « 9°bis » ingevoegd, luidend als volgt : « 9°bis. lid van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie zijn; »;

Art. 9. In het gecoördineerde decreet over de audiovisuele mediadiensten wordt een artikel 136bis ingevoegd, luidend als volgt : « Art. 136bis. Het College voor vergunning en controle werkt met de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie mee met inachtneming van artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie ».

Art. 10. In artikel 7, § 1, 1°, van het decreet van 31 maart 2001 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt: « De onderneming moet, via haar bond, lid zijn van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie, bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Présidente

en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009* :

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 707-1. — Commissieamendementen, nr. 707-2.- Verslag, nr. 707-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 2009 — 3168

[2009/203429]

14. MAI 2009 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 10. Juli 2003 über die Haushaltsführung, die finanzielle Verwaltung, die Rechnungsführung und die Geschäftsführung der Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung "Gemeinschaftszentren"

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Auf Grund des Dekretes vom 20. Dezember 1999 zur Abänderung des Dekretes vom 21. Januar 1991 Zur Aufhebung und Reorganisation der Haushaltsfonds sowie zur Gründung der Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung "Sport-, Freizeit- Und Touristikzentrum Worriken", insbesondere Artikel 8*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 3. Februar 2003 und abgeändert durch die Dekrete vom 1. März 2004 und vom 27. April 2009;

Auf Grund des Erlasses vom 10. Juli 2003 über die Haushaltsführung, die finanzielle Verwaltung, die Rechnungsführung und die Geschäftsführung der Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung "Gemeinschaftszentren", insbesondere Artikel 16, abgeändert durch den Erlass vom 26. Juni 2008;

Auf Grund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt vom 14. Mai 2009;

Auf Grund des günstigen Gutachtens des Finanzinspektors vom 8. Mai 2009;

Auf Grund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, insbesondere Artikel 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Auf Grund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass die Bestimmungen des Erlasses vom 10. Juli 2003 über die Gemeinschaftszentren schnellstmöglich den neuen durch das Programmdekret vom 27. April 2009 festgelegten Vorgaben angepasst werden müssen;